

La popularité de la médecine familiale décline chez les résidents

Par Mathieu Ste-Marie le 12 avril 2018

Après avoir connu des heures glorieuses il y a cinq ans, la médecine familiale est maintenant de moins en moins populaire auprès des résidents québécois.

Cette année au Canada, 75 postes de résidence (médecins de famille et autres spécialités confondues) n'ont pas trouvé preneurs. Parmi ces postes laissés vacants, 65 sont en médecine famille et tous proviennent du Québec.

«La médecine familiale a eu un dur coup dans les dernières années. Pourtant, il y a cinq ans, cette médecine était ultra valorisée», observe le président de la Fédération des médecins résidents du Québec (FMRQ), le Dr Christopher Lemieux.

Avant à Québec, il était impossible pour un médecin résident de décrocher un poste en médecine familiale au deuxième tour. Aujourd'hui, l'Université Laval compte le plus de postes libres (31), devant l'Université de Sherbrooke (16), l'Université de Montréal (15) et l'Université McGill (3).

«Les étudiants se jetaient sur les postes en médecine familiale parce que c'était très valorisé. On promettait une pratique variée et flexible», raconte-t-il.

La situation a changé, et le Dr Lemieux pointe un coupable: la réforme du ministre de la Santé Gaétan Barrette. «Il y a beaucoup d'incertitude, les étudiants vont plutôt se diriger vers les spécialités.»

Dans une entrevue au quotidien *La Presse*, le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, le Dr Louis Godin, affirmait qu'un des facteurs était l'écart de rémunération qui s'est creusé ces dernières années entre les omnipraticiens et les spécialistes.

Toutefois, selon le président de la FMRQ, ce facteur n'est pas majeur dans le choix de l'étudiant.

Diminution d'attractivité

De son côté, le président du Collège québécois des médecins de famille (CQMF), le Dr Frédéric Turgeon, aime mieux voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. «Malgré le contexte difficile, les étudiants sont plus nombreux à choisir la médecine en terme absolu depuis les dernières années. Le nombre de personnes qui choisissent ce domaine est très significatif », souligne-t-il, notant que les postes offerts sont plus nombreux.

Le Dr Turgeon reconnaît tout de même que le pourcentage de postes vacants est plus élevé. En effet, en 2015 et 2017, 43 postes et 56 postes, respectivement, n'avaient pas été pourvus au terme du second tour, comparativement à 65 cette année.

«Il y a clairement une diminution d'attractivité. On plafonne», constate-t-il à regret.

Celui qui enseigne aux étudiants en médecine estime qu'il faut exposer ces derniers à des modèles de rôles et à des stages intéressants. «Les différentes études prouvent que lorsqu'on montre ce qu'est la médecine de famille, le choix est plus facile», dit le Dr Turgeon qui constate que les étudiants posent plus de questions qu'avant lorsque vient le temps de choisir une spécialité.

Depuis un an, la FMRQ travaille sur un programme de promotion de la médecine familiale qui devrait être mis sur pied l'an prochain. Cette initiative devrait permettre d'augmenter la valorisation de cette discipline.

Recruter à l'international

Entre temps, la FMRQ craint que la baisse de l'intérêt des résidents québécois pour la médecine familiale incite le gouvernement à vouloir accélérer le recrutement de médecins à l'étranger. «Les besoins en première ligne sont criants. Plus qu'en médecine spécialisée», affirme le Dr Lemieux. En effet, un peu plus de 349 400 Québécois attendent toujours d'avoir accès à un médecin de famille, selon les dernières données.

Le Québec doit continuer de s'assurer que les critères d'équivalence sont respectés, poursuit-il.

Selon le Dr Turgeon, il n'y a pas péril en la demeure, et le gouvernement ne doit pas baisser ses critères afin de pourvoir les postes en médecine familiale. «Il faut être prudent concernant les candidats que l'on accepte et s'assurer qu'ils ont les qualités requises pour faire le travail.»
